

Ce qui se joue sur La Plaine

Sans jamais répondre aux craintes des habitants, commerçants, forains et usagers, la mairie de Marseille veut imposer un réaménagement lourd de la place Jean-Jaurès. Le chantier, prévu pour début 2018, devra être bouclé pour les municipales de 2020.

Ce projet est borné par deux idées fixes : « attractivité » et plus-value immobilière. Après la désertification de la rue de la République et du Rouet, on s'apprête, une fois de plus, à jeter par-dessus bord une réalité sociale qui *fonctionne par elle-même*, sans marketing.

La volonté politique de la mairie est de faire table rase dans un quartier populaire qu'elle dénigre. Le chef-paysagiste de l'agence APS, lauréate du projet de rénovation, croit savoir qu'à l'heure actuelle « *l'unique fonction de la place est celle d'un parking* » !

La Plaine n'a jamais été « mono-usage ». Elle n'est pas résidentielle. Ses multiples activités ont longtemps tourné 24h sur 24h autour du marché de gros du cours Julien. Aujourd'hui, elle gravite autour des marchés, des troquets, de la vie nocturne, des bancs et des jeux d'enfants.

Sous prétexte de « montée en gamme », on va expurger le plus grand marché de la ville, dont la dynamique irrigue tout le quartier et bien au-delà. Ici, les jours de marché sont des jours fastes pour les ménagères, les mamies, les flâneurs, les boutiques et les cafés du coin.

Mais Mme Lota, adjointe au maire en charge des marchés, a craché le morceau lors d'une réunion avec les forains, fin 2015 : « *Le marché attire une population qu'on ne veut plus voir en ville.* » C'est dit. Même si son compère Chenoiz, de la Soleam, avoue que « *les touristes ne nous demandent pas de faire partir les Arabes, mais de balayer les rues un peu plus souvent.* »

*

Aucune étude sérieuse de l'impact qu'aurait un chantier de plus de deux ans sur les activités du quartier n'a été menée. Aucune protection, aucune alternative n'ont été proposées aux commerçants, sédentaires ou forains, pour espérer survivre à cette opération.

Au contraire, Yves Moraine, maire du 6-8, se réjouit déjà de la vente « à bon prix » des fonds de commerce après la requalification de la place. Il oublie de dire qu'à la fin du chantier, leur valeur sera calculée sur la base d'un chiffre d'affaires forcément calamiteux.

Le même Moraine a également dévoilé, lors d'une réunion en mairie, sa volonté de « *préempter les commerces qu'on ne veut plus voir* ». Il n'a pas précisé quel type de boutique est, selon lui, indésirable... Ni à qui ces locaux préemptés seront ensuite cédés.

Sans compter les faillites que provoquent les chantiers-Attila de l'équipe Gaudin – pas moins de 87 pendant le chantier du tram sur la rue de Rome, selon la Chambre de commerce.

Voilà comment Moraine justifie la future invasion de la place par les terrasses de nouveaux « commerces de bouche » : « *Le privé, lui, il a intérêt à prendre soin de cet espace, à le nettoyer, à le rendre attractif.* » C'est donc ça... Si la mairie néglige depuis si longtemps l'éclairage, le nettoyage et l'entretien des trottoirs, c'est pour mieux les brader à ses copains du privé !

C'est bien un hold-up à caractère spéculatif qui se prépare.

**

Selon la Soleam, l'esplanade sera coupée en deux par la jonction des rues Saint-Michel et Saint-Savournin. Elle n'a rien trouvé de mieux pour desserrer l'emprise automobile ! Sans plan global de circulation, un tel goulot d'étranglement gênera les piétons et déportera le trafic dans les rues adjacentes, provoquant le chaos sur Eugène-Pierre ou Notre-Dame-du-Mont.

Dissuasive, cette nouvelle « boucle circulatoire » ? Sans alternatives viables, elle va surtout dissuader les gens modestes de fréquenter les lieux. Un forain l'a dit aux élus : « *Vous avez une place qui attire plein de monde et on dirait que vous voulez les décourager de venir !* »

Pour les transports en commun et les offres de stationnement, il n'y a que des promesses en l'air, non écrites, sans agenda. Quant à la gestion privée des horodateurs et des parkings souterrains, elle n'a jamais dissuadé le tout-automobile. Par contre, elle a livré la population aux appétits de sociétés qui organisent la pénurie de places pour justifier des tarifs prohibitifs.

* * *

La loi prévoit une enquête publique en cas de « *projets et opérations d'aménagement ayant pour effet de modifier de façon substantielle le cadre de vie, notamment ceux susceptibles d'affecter l'environnement ou l'activité économique* ». Au lieu de cela, la Soleam a bâclé deux concertations au rabais, qui ont fait flop. Il n'y a pas pire sourd qu'un élu non-révocable.

La veille de la clôture de la dernière concertation (mars 2017), des policiers ont barré l'accès de la mairie de secteur du 1-7 au public, ne laissant entrer qu'une petite délégation, qui a remis pétitions et cahier de doléances à la chef de projet de la Soleam... Sans doute pour rien.

Ce déni de dialogue s'accompagne d'une campagne de harcèlement contre les « indésirables ». Amendes et fermetures administratives pleuvent sur les épiceries de nuit, les bars et les salles associatives. Contrôles et blocs de béton intempestifs rendent la vie impossible aux forains. Les opposants au projet sont taxés de « *minorité malfaisante* » par Moraine et Chenoz...

* * * *

L'équipe Gaudin veut refouler toute vie populaire loin du centre-ville : ouste la foule, les « usages déviants » et la convivialité, les gens n'ont qu'à aller bader la marchandise aux Terrasses du port ! Pour la mairie, un marché ne peut qu'être un décor attrape-touristes.

Pourtant, alors que le chômage et l'exclusion font des ravages, on aurait pu parier sur la vitalité du bazar méditerranéen. Mais la ville a préféré expulser les échoppes de Belsunce, sacrifier le marché du Soleil et lorgner avec hostilité sur le marché aux Puces.

Les kalashnikovs de Marseille sont les fruits d'une violente ségrégation territoriale. Priver la ville des marchés de La Plaine et de Noailles, où toutes les communautés se côtoient, où chacun peut se sentir marseillais, voilà qui frise l'attentat !

Casser cet éco-système procède d'un mépris à connotation raciste, mais pas seulement : les épiceries, les bars, les salles de concert, les clubs de supporters, les fêtes de quartier, la Sardinade du 1^{er} Mai, le Carnaval..., c'est toute une culture urbaine qui est menacée.

Les « élites » ont toujours eu honte de cette ville. Du coup, une époque efface l'autre. Mais comme l'écrivait Henri Bosco, « *le vrai monument de Marseille, c'est sa population* ».

Cette richesse ne doit pas être embaumée au Mucem pendant qu'on l'éradique de nos rues. Il est hors de question de laisser la bande municipale transformer nos places en lieux de déambulation désincarnée, livrés au tourisme de masse et au shopping anonyme.

Ce qui se fait sans nous se fait contre nous.

La Plaine vivra, La Plaine vaincra.